



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-0046 du 07 janvier 2022
modifiant les prescriptions applicables à l'établissement exploité par
SEVEO sise avenue Salvador Allende à Sevrans (93270)**

Le préfet de la Seine-Saint-Denis,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-8 et suivants, R. 512-47 et suivants et L. 511-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-2469 du 17 août 2017 relatif à l'exploitation d'une chaufferie par le GIE SOCCRAM SEVRANS située avenue Salvador Allende à Sevrans ;

Vu la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et leurs niveaux d'émissions (NEA-MTD) pour les grandes installations de combustion (BREF LCP) ;

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 21 avril 2018 et complété le 24 juillet 2018 ;

Vu le dossier de réexamen des conditions d'autorisation de l'installation de combustion SEVEO transmis par l'exploitant le 25 janvier 2019 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 septembre 2019 considérant le dossier de réexamen complet mais irrégulier et demandant des éléments complémentaires ;

Vu les compléments apportés par SEVEO par courrier du 28 février 2020 et par mail du 30 mars 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 juin 2020 considérant le dossier de réexamen de la société SEVEO complet et régulier et que celui-ci amène une modification des prescriptions qui lui sont applicables ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juin 2021 établi à la suite de sa visite du 16 février 2021, proposant un arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre du réexamen IED ;

Vu la lettre préfectorale en date du 15 juin 2021, notifiée à l'exploitant le 17 juin 2021, l'informant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et lui proposant de formuler ses observations sur le projet d'arrêté pré-cité ;

Vu les remarques formulées par l'exploitant par courrier du 7 juillet 2021 complété par mail du 21 juillet 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 novembre 2021 établi à la suite de l'instruction d'éléments relatifs à la modification du projet d'arrêté préfectoral complémentaire de l'établissement exploité par SEVEO ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Seine-Saint-Denis lors de sa séance du 14 décembre 2021 ;

Vu la lettre préfectorale du 16 décembre 2021 par laquelle il a été transmis au pétitionnaire le projet d'arrêté préfectoral et l'informant de la possibilité qui lui est ouverte de présenter ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu l'absence de remarques formulées par l'exploitant ;

Considérant que la mise à jour de l'arrêté préfectoral de prescriptions applicables à l'installation pour y intégrer la mise en œuvre d'un plan de gestion des émissions dans l'air et dans l'eau, d'un plan de gestion des déchets, d'un plan de gestion du bruit, d'un plan de gestion des périodes OTNOC et d'une mesure en continue des paramètres oxydes d'azote et monoxyde de carbone pour les conduits de gaz ;

Considérant que le responsable de la société SEVEO a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Seine-Saint-Denis le 14 décembre 2021 ;

Considérant l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis le 16 décembre 2021 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Arrête :

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Les installations du site concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1532-2-b	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ ou égal à 20 000 m ³	un bâtiment composé d'une fosse de dépotage de 582,9 m ³ , d'un silo passif de 1731 m ³ et d'un silo actif à quatre échelles de 333,6 m ³ (plaquettes forestières et broyats de palettes)	2647,4 m ³
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Deux chaudières gaz naturel : G1 13,33 MW G2 18,89 MW Une cogénération : TAG 17 MW Une chaudière biomasse « bois » : 13,64 MW Un groupe électrogène de secours alimenté en gazole non routier de 0,2 MW	P ₁ = 63,06 MW

Régime : A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Les installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement (articles R. 515-58 et suivants) relatives aux installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Ces dispositions s'appliquent également aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions.

En application de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique 3110, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du BREF (Best Available Technique Reference Document) relatif aux grandes installations de combustion dénommé BREF LCP.

Article 2 - Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante, sur un terrain d'une surface totale d'environ 14 057 m² :

- une chaufferie biomasse, qui comprend une chaudière biomasse de 13,64 MW alimentée en broyats de palette sortis du statut de déchet et en plaquettes forestières ;
- un groupe électrogène de 0,2 MW dédié au secours du ventilateur d'extraction de fumées et des pompes de charge de la chaudière biomasse et fonctionnant moins de 500 heures par an ;
- une zone de livraison et de dépotage de la biomasse ;
- une zone de stockage de la biomasse, composée d'une fosse de dépotage de 582,9 m³, d'un silo semi-enterré passif de 1 731 m³ et d'un silo actif à quatre échelles pour le transfert de la biomasse de 333,6 m³ ;
- une chaufferie gaz, constituée de deux chaudières gaz de 13,33 et 18,89 MW alimentées en gaz naturel ;
- un local cogénération équipé d'un groupe turbo-alternateur de 17 MW alimenté en gaz naturel et d'un équipement nommé « chaudière de récupération » (échangeur de chaleur) ;
- des locaux administratifs.

L'exploitant exerce une activité de production d'eau chaude basse température et basse pression, distribuée via le réseau de chaleur de la ZAC de Sevrans (température inférieure à 110 °C et pression statique de 16 bar).

Article 3 – Équipements abandonnés

L'article 1.6.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 4 - Conditions d'utilisation de la chaudière fioul de secours (G3)

La chaudière fioul de secours (G3) peut être conservée sur le site sous réserve de maintenir cet équipement vide, neutralisé et mis en sécurité.

Sa réutilisation éventuelle ultérieure par l'exploitant doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet dans les conditions prévues à l'article 1.6.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017.

Article 5 – Plan de gestion

Afin d'améliorer les performances environnementales globales du site, l'exploitant met en œuvre sur son site les plans suivants, à partir du 17 août 2021 :

- plan de gestion en vue de réduire les émissions dans l'air et l'eau dans des conditions d'exploitation autres que normales, y compris les périodes de démarrage et d'arrêt, comprenant les éléments suivants :
 - conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions

dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple, notion de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz),

- établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,
 - vérification et relevé des émissions causées par des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire,
 - évaluation périodique des émissions globales lors de périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- plan de gestion des déchets veillant à organiser les opérations de manière à maximiser, par ordre de priorité et compte tenu de l'ensemble du cycle de vie :
 - a) la prévention des déchets, c'est-à-dire maximiser la proportion de résidus qui sont des sous-produits ;
 - b) la préparation des déchets en vue de leur réemploi, c'est-à-dire en fonction des critères spécifiques de qualité requis ;
 - c) le recyclage des déchets ;
 - d) d'autres formes de valorisation des déchets (par exemple, la valorisation énergétique), grâce notamment à la mise en œuvre d'une combinaison appropriée des techniques énumérées suivantes : production de gypse en tant que sous-produit, recyclage ou valorisation des résidus dans le secteur de la construction, valorisation énergétique consistant à utiliser des déchets dans le mélange combustible, préparation du catalyseur usé en vue du réemploi ;
 - plan de gestion du bruit en cas de nuisance sonore probable ou confirmée, comprenant :
 - a) un protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation,
 - b) un programme de réduction du bruit;
 - c) un protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit,
 - d) un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.

Article 6 - Surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau lors des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement

La surveillance des émissions dans l'air lors des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement s'effectue par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) des appareils consommant du gaz sont évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.

Article 7 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

L'article 3.3.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit gaz 1	Conduit gaz 2	Conduit cogénération	Conduit biomasse
Concentration en O ₂ de référence	3 %	3 %	15 %	6 %
Poussières	5	5	5	15
SO ₂	35	35	10	200
NO _x en équivalent NO ₂	100	100	80	400
CO	100	80	85	200
HAP	0,1	0,1	0,1	0,01
COVM (en carbone total)	110	110	-	50
HCl	-	-	-	10
HF	-	-	-	5
Dioxines et furanes	-	-	-	0,1.10 ⁻⁶ I-TEQ
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-	-	-	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-	-	-	1 pour la somme exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	-	-	-	1 exprimé en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	-	-	20 pour la somme exprimée en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)

Ces valeurs limites d'émissions s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations qui sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les critères définissant ces périodes pour la chaudière biomasse sont, conformément à la Décision d'exécution de la Commission n°2012/249/UE, les suivants :

- la période de démarrage de la chaudière est achevée lorsque 30 % de charge est atteint et que la chaudière fonctionne en automatique (régime stabilisé),
- la période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la charge descend en dessous de 30 % et que le fonctionnement automatique est désactivé.

Les critères définissant ces périodes pour les chaudières gaz et la turbine sont, conformément à la Décision d'exécution de la Commission n°2012/249/UE, les suivants :

- la période de démarrage des chaudières gaz est achevée lorsque la séquence de mise en marche est terminée,
- la période d'arrêt commence lorsque la séquence d'arrêt est lancée.

Lors des conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, les critères suivants doivent être respectés :

- présence de mesures garantissant que les périodes de démarrage et d'arrêt sont d'aussi courte durée que possible,
- présence de mesures garantissant que tous les équipements antipollution sont mis en œuvre dès que cela est techniquement possible.

Article 8 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

L'article 5.1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous.

Type de déchets		Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux :	Cartons, papiers, ordures ménagères	5 t
	Cendres sous chaudière	16 t
	Cendres issues du traitement des fumées (mono-cyclone et filtre à manche) ¹	6,5t
Déchets dangereux :	Aérosols, emballage et matériaux souillés en mélange, huiles usagées, filtres à huile, piles et batteries en mélange, Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), rebut informatiques (cartouches d'imprimantes), tubes fluorescents	1 t

Article 9 – Déchets produits par l'établissement

L'article 5.1.7 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Emballages en papier / carton
	10 01 01	Cendres sous chaudière
	10 01 03	Cendres volantes de bois non traité issues du traitement des fumées (mono-cyclone et filtre à manches) ¹
	08 03 18	Déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17
Déchets dangereux	08 03 17*	Déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses
	16 05 04*	Aérosols
	15 01 10*	Emballages et matériaux souillés en mélange
	13 01 10*	Huiles usagées
	15 02 02*	Filtres à huile
	20 01 33*	Piles et batteries en mélange
	20 01 35*	DEEE

1. Sous réserve des résultats de la caractérisation demandée à l'article 3.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017

	13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
	20 01 21*	Tubes fluorescents

Article 10 – Mesures de sécurité liées au stockage de la biomasse

L'intitulé « dispositions constructives » de l'article 7.8.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Dispositions constructives

Le bâtiment de stockage de la biomasse abrite une fosse de dépotage, un silo passif et un silo actif à quatre échelles pour le transfert de la biomasse et est équipé de murs coupe-feu 2 heures (REI 120) sur toutes les façades, excepté celle équipée de portes camion pour le dépotage. Les silos et la fosse de dépotage sont semi-enterrés dans des fosses de 5 m de profondeur en parois béton coupe-feu 2 heures (REI 120) et sont isolés les uns des autres par des murs coupe-feu 2 heures (REI 120) d'une hauteur totale de 5 m.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La biomasse est stockée sur une hauteur de 5 m maximum, le volume de stockage maximal est de 2 647,4 m³.

Le bâtiment de stockage de la biomasse est doté d'un dispositif de désenfumage correctement dimensionné.

Article 11 – Mesure en continue des émissions atmosphériques

L'intitulé « Programme de surveillance » de l'article 9.2.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est abrogé.

Programme de surveillance

Les mesures portent sur les rejets des conduits gaz, cogénération et biomasse et ciblent les paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence – Conduit biomasse	Fréquence – Conduit cogénération	Fréquence – Conduits gaz 1 & 2
Teneur en O2	En continu	En continu	En continue
Température	En continu	En continu	En continue
Pression	En continu	En continu	En continue
Vapeur d'eau	En continu	En continu	En continue
Poussières	En continu	Annuelle	Annuelle
SO ₂	En continu*	Annuelle + estimation journalière**	Annuelle + estimation journalière**
NO _x en équivalent NO ₂	En continu	En continu	En continue
CO	En continu	En continu	En continue
HAP	Annuelle	-	-
COVNM (en carbone total)	Annuelle	-	-
HCl	Annuelle	-	-
HF	Annuelle	-	-
Dioxines et furanes	Mensuelle puis annuelle***	-	-
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	Annuelle	-	-
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	Annuelle	-	-
Plomb (Pb) et ses composés	Annuelle	-	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr),	Annuelle	-	-

cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés			
--	--	--	--

* La mesure en continu n'est pas obligatoire si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites. Dans ce cas, une mesure semestrielle est effectuée et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basées sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

** Pour le SO₂ en sortie des conduits gaz, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

*** Analyse annuelle après 3 analyses mensuelles successives conformes.

Article 12 – Mesures de sécurité liées au stockage de la biomasse

Le premier alinéa du paragraphe intitulé « Surveillance, détection et système d'aspersion » de l'article 7.8.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-2469 du 17 août 2017 est remplacé comme suit : « La zone de dépotage est équipée d'une détection incendie avec report d'alarme vers le personnel d'astreinte (intervention dans les 30 minutes suivant l'appel). L'exploitant met en place et entretient également un système de détection de l'empoussièrement, dit « croix ATEX », consistant en des marquages répartis sur le sol du bâtiment de stockage de la biomasse. L'empoussièrement est détecté par le recouvrement de ces marquages. Les croix ATEX sont suffisamment contrôlées par l'exploitant pour lui permettre une intervention respectant les dispositions prévues au présent article ».

Article 13 – Notification

Le présent arrêté sera notifié au siège de la société SEVEO sise 84 rue Charles Michels 93284 Saint-Denis, par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 14 – Publication

Le présent arrêté sera publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Une copie sera adressée au maire de Sevrans.

Article 15 - Délais et voies de recours

1°- Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée, dans le délai de deux mois prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil :

- soit au moyen de l'application « TELERECOURS » à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- soit en y déposant directement un recours.

2°- Le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique le ministre de la Transition écologique et solidaire. Cette démarche prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1°.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 16 - Exécution de l'arrêté préfectoral

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet du Raincy, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, Monsieur le maire de Sevrans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
Le Sous-préfet chargé de mission auprès du préfet
secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu


Alaric MALVES